

Un bilan sans tabou sur les ressources

Opérationnel - Le 12 octobre 2017

[MAGAZINE] Premier temps fort du congrès d'Ajaccio, la grande rencontre «Engagement, proximité et management de la ressource» s'est déroulée ce jeudi matin. Dans un format renouvelé, ce moment d'échanges et de débats s'est révélé particulièrement riche en idées et propositions. Elles viendront enrichir le discours que le président Eric Faure prononcera samedi matin devant le ministre de l'Intérieur.



La retransmission en direct par Internet sur le site pompiers.fr et sur YouTube de la rencontre de jeudi matin n'était pas la seule première. Ce moment interactif d'échanges a été conçu dans un nouveau format pour décloisonner les réflexions et arrêter de penser en termes de statuts comme c'était le cas auparavant avec le forum des sapeurs-pompiers volontaires d'un côté, et le carrefour des sapeurs-pompiers professionnels de l'autre. Pour la première fois, c'est l'ensemble de la communauté des sapeurs-pompiers qui était conviée à réfléchir ensemble sur les enjeux qui les impactent tous: l'engagement, la proximité territoriale et le management de la ressource.

Liberté de parole, d'une même voix

L'animateur Thomas Hugues, après avoir salué les invités intervenant en tribune -Dominique Turc, vice-président de la FNSPF; le préfet Jacques Witkowski, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises; Olivier Richefou, président de la CNSIS (Conseil national des services

d'incendie et de secours); Pierre Morel A L'Huissier, député de Lozère ; Catherine Troendle, sénatrice du Haut-Rhin et présidente du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires-, a évoqué quelques questions qui allaient jaloner les réflexions autour de cette triple thématique. Comment maintenir l'engagement des nouvelles générations? Quelles mesures en faveur du volontariat pour l'Etat, pour les collectivités locales? Comment maintenir l'égalité dans la distribution des secours? Quid du plan de féminisation lancé l'an dernier? Comment mieux communiquer à l'heure des réseaux sociaux? Autant de questions et beaucoup d'autres posées avec toujours un même principe: la liberté de parole.

Trouver des solutions

Concernant le **premier thème** –l'engagement– les intervenants et les participants dans la salle ont commencé par évoquer la question du renouvellement des générations. Les sections de JSP constituent effectivement un réel atout en la matière. Mais comment pérenniser ce vivier qui inculque le sens du collectif et des valeurs de solidarité à la jeunesse? Et pourquoi de nombreux animateurs renoncent-ils aussi rapidement dans leur mission d'encadrement? Cette rencontre servant aussi à partager l'expérience des uns et des autres, de nombreux témoignages ont permis d'avancer dans la réflexion et de tracer des perspectives. Céline Guilbert, présidente de la commission nationale des JSP, a ainsi pu s'adresser au directeur général de la Sécurité civile et de la gestion des crises: «Que faire pour inciter à une meilleure coproduction entre le service opérationnel et l'associatif: que peuvent attendre les sections de JSP en la matière (1.700 en France pour 27.000 JSP) de la part de l'Etat?»

Autre question posée concernant l'engagement: les employeurs publics donnent-ils l'exemple? Il a été évoqué la nécessité de la part des collectivités locales de renforcer leur soutien en faveur du volontariat, en particulier à travers l'engagement des employés communaux.

Deuxième thème: la proximité et le maillage territorial. Comment assurer les missions qui sont de plus en plus nombreuses, alors que dans certaines régions on parle de désertification médicale qui progresse?

«C'est justement parce que nous avons cette proximité que nous avons cette efficacité et que la population a confiance en nous», a rappelé le président de la FNSPF, Eric Faure. «Je constate que plus on diminue les casernes, plus on les regroupe et plus on augmente le nombre de garde postées. C'est pourquoi je me félicite du propos du président de la République le 6 octobre dernier selon lequel il faut préserver le maillage territorial. A la Fédération, nous ne demandons pas un moratoire, mais je dis que nous devrions tous nous sentir concernés par cette érosion. Sur ce thème, j'évoquerai aussi dans mon propos de samedi matin au ministre de l'Intérieur l'impact de nos relations inter-services avec les acteurs de la santé sur ces questions de proximité qui est apparue comme étant cruciales dans vos prises de parole. On doit trouver des solutions».

Troisième et dernier thème: le management de la ressource. En évoquant tout particulièrement la féminisation qui doit rester plus que jamais un enjeu, selon les participants dans la salle, réagissant aux analyses sur ce sujet du sociologue Marc Riedel.

En conclusion, le colonel Eric Faure a tenu à rappeler la problématique du manque de moyens qui est apparue clairement en filigrane de ce jeudi matin dans les différentes interventions. «Il faut des moyens pour acheter de nouveaux équipements, des moyens pour rénover des casernes, des moyens pour acheter des tenues adaptées à la morphologie des femmes. Tout cela aura un coût. Et je me tourne vers l'Etat, je me tourne vers vous, Monsieur le président de la CNSIS, représentant de l'ADF: nos budgets d'investissement entre 2010 et 2016 sont passés de 800 millions d'euros à 540 millions d'euros sur l'ensemble du territoire. Ces coûts nécessaires d'investissement, il faudra les injecter mais pourtant on ne semble pas être en mesure de le faire.»

Ils l'ont dit...

Adrien Campos, JSP3 en Loire-Atlantique, élève en seconde:

«Un formateur JSP, c'est pour moi un accompagnateur longue durée. Il nous forme pendant quatre ans mais c'est aussi quelqu'un qui pourra nous épauler quand on sera volontaire ou professionnel. C'est quelqu'un à qui on doit reconnaissance parce qu'il nous a transmis son savoir-faire et les valeurs des sapeurs-pompiers. Pour moi et mes camarades, l'objectif c'est d'obtenir le brevet pour le rendre fier de ce qu'il a fait. Et lui montrer qu'il ne s'est pas impliqué de façon bénévole pour rien.»

Colonel Grégory Allione, vice-président de la FNSPF:

«Après cet été dans le Sud de la France, et plus récemment dans les Antilles, nous avons partagé une réflexion toute simple: on se soucie de la sécurité civile, on se soucie des sapeurs-pompiers lorsqu'il y a une crise et après, on les oublie».

Dominique Peduzzi, Pcsdis des Vosges, maire depuis 22 ans:

«Concernant le futur pour le volontariat, il y a une vraie interrogation sur les intercommunalités qui vont assécher la ressource. En effet, des lois imposent d'ores et déjà qu'il y ait de moins en moins d'agents dans les communes et de plus en plus dans les intercommunalités. A terme, cela va peser sur le volontariat! Il faut qu'on prenne fortement en compte cet enjeu dans les années qui viennent».

Dominique Turc, vice-président de la FNSPF:

«Nous avons une lente érosion des effectifs de SPV. Chaque Sdis a pris des mesures locales, empiriques mais peu concertées. Il faut animer un réseau de développement du volontariat, soutenir les bonnes pratiques, faire émerger des synergies possibles, valoriser ce qui fonctionne et dénoncer ce qui ne marche pas. Le constat que fait notre Fédération, c'est que cette animation si nécessaire d'incitation à l'engagement n'est pas faite par l'Etat. Alors que d'autres forces, avec les moyens de l'Etat, ont des campagnes puissantes, impactantes et déclinées sur tous les supports télévisés, radios.

(...) Certes, il y a eu des plans d'actions mais quels résultats dans les territoires? Est-ce mesuré, accompagné, doté? Notre réponse, là encore, est non. (...) Nous, Fédération, nous nous réjouissons des propos du président de la République du 6 octobre dernier, et nous demandons à l'Etat qu'il prenne la place qui lui revient et pilote une véritable stratégie nationale.»

Olivier Richefou, président de la CNIS:

«J'ai confiance dans ce gouvernement pour qu'ils nous annoncent des choses assez fortes en cette fin de semaine parce qu'ils nous faut améliorer les choses. On ne peut pas rester comme cela. Mais construisons-le ensemble».

Pierre Morel A L'Huissier, député de Lozère:

«Pendant six ans, dans mes fonctions de député, j'ai scruté les problématiques des sapeurs-pompiers volontaires. J'ai un message à vous faire passer: vous êtes victimes d'un carcan juridique, administratif, financier, qui dépasse la volonté du ministre de l'Intérieur ou celle d'un directeur général de la sécurité civile. (...) Est-ce que l'Etat répond réellement au volontariat? La réponse est

non! Exemple: j'ai demandé pendant des années que Bercy me dise quelle était la situation de la loi Mécénat au niveau des employeurs pour les sapeurs-pompiers. Bercy s'est montré incapable de sortir le montant d'impôt fiscal dont faisait bénéficier cette loi Mécénat en matière de volontariat. Ce n'est pas acceptable qu'il y ait cette omerta. J'ai demandé des exonérations de charges sociales, Bercy m'a dit qu'on n'a pas la possibilité financière de les accorder. C'est à nous, parlementaires, de dire au système administratif français: «il faut accompagner les sapeurs-pompiers volontaires!»

Catherine Troendle, sénatrice du Haut-Rhin, présidente du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires:

«Le service public de santé de proximité ce sont nos sapeurs-pompiers. Et je pense qu'il y a un désengagement du système de la santé. Cette mission de secours à personnes assurée par les sapeurs-pompiers doit être pleinement reconnue par le ministère de la Santé. Il faut que ce ministère engage des moyens financiers qu'il transfère au ministère de l'Intérieur. Sommes qui seront reversées aux collectivités pour que les territoires soient dotés en moyens pour dédommager les sapeurs-pompiers qui prennent en charge les carences du système hospitalier».

Colonel Grégory Allione, vice-président de la FNSPF:

«C'est l'ensemble des sapeurs-pompiers, en milieu rural comme en milieu urbain, qui souffrent de sur-sollicitation. Sapeurs-pompiers professionnels et sapeurs-pompiers volontaires, sans distinction.»

Jacques Witkowski, Directeur général de la Sécurité civile et de la gestion des crises:

«Le modèle de sécurité civile n'est pas fragile. Il tiendra. En revanche, je suis intimement persuadé que nous sommes extrêmement fragiles –que ce soit nous ou le réseau des blancs– sur la démographie médicale. Et pas forcément que sur la ruralité. Dans les zones périurbaines, les déserts médicaux sont parfois pires qu'en zone rurale. (...) Le danger, d'ici une dizaine d'années, c'est de changer carrément le paradigme: pour l'instant, on déplace l'hôpital auprès du blessé ou de la personne à secourir alors que dans tous les autres modèles qui nous entourent, le modèle consiste à évacuer la personne le plus vite possible vers un centre hospitalier.»